

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2022

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 01

Question théorique :

La preuve des faits juridiques.

Question pratique :

Adèle H âgée de 57 ans, marchait dans la rue, sur le trottoir, lorsque survient brusquement une automobile, roulant à une vitesse excessive : le conducteur, âgé de 15 ans, et qui l'avait subtilisé à son père, en perd le contrôle et blesse légèrement Adèle.

Que devra-t-elle démontrer pour obtenir réparation ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2022

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 02

Question théorique :

Le fondement et le régime du droit à l'image.

Question pratique :

Jeanne X., mannequin très célèbre, habite à Paris. Son voisin, retraité et copropriétaire du même immeuble que Jeanne ne cesse d'épier, de sa fenêtre, les très nombreuses allées et venues de ses amis, dans la cour, arguant de la possibilité de la circulation de drogue. La police ayant trouvé un sachet de cocaïne sur le sol, à proximité, il y a 2 jours, le voisin photographie désormais tous les passants sans exception.

Jeanne bénéficie-t-elle d'une protection en droit ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2022

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 03

Question théorique :

L'abus du droit de propriété.

Question pratique :

Romane M. vient de quitter la ville et a acheté une maison dans la campagne. Son voisin, un agriculteur, possède une basse-cour dont le coq ne cesse de chanter, dès 2 h. du matin, empêchant ainsi Romane de dormir. Par ailleurs, le clocher de l'église carillonne tous les quarts d'heure, ce qui ajoute à ses insomnies. Romane en vient à regretter le calme parisien.

Que peut-elle faire, juridiquement, pour faire cesser ces désagréments ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2022

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 04

Question théorique :

Le démembrement du droit de propriété.

Question pratique :

Edgar X, veuf, sans héritier, âgé de 90 ans est propriétaire de sa maison et il est de moins en moins mobile. Il ne dispose pas, cependant, d'une retraite suffisante pour pouvoir rémunérer une aide à domicile, ce qui lui éviterait pourtant d'être hébergé en EPHAD. Son voisin lui propose, pour l'aider, de lui racheter la nue-propriété de l'immeuble.

Pouvez-vous expliquer la nature de cette proposition à Edgar ainsi que ses conséquences ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2022

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 06

Question théorique :

L'application de la loi nouvelle aux contrats en cours.

Question pratique :

Rose D. a été verbalisée par la police en février 2022, alors qu'elle ingérait du cannabis qui lui avait été prescrit à des fins thérapeutique (NB. : prescription licite en France, mais sous régime expérimental jusqu'au 31 mars 2023). Comme elle a refusé de régler l'amende forfaitaire, l'instruction est en cours et elle devrait être jugée en décembre 2022. Or, un groupe de députés a déposé une proposition de loi visant la dépénalisation totale de la consommation de cannabis et le texte a toutes les chances d'être adopté à l'automne.

Qu'en sera-t-il de la situation de Rose si le texte en vient à être adopté ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2022

--

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 07

Question théorique :

Les caractères de la règle de droit.

Question pratique :

Un texte de 2022, applicable le 1^{er} janvier 2025 (imaginé pour les besoins de l'exercice) prévoit la création d'un congé de paternité de 28 jours dans toutes les entreprises françaises du secteur privé. M. F. est cadre commercial dans une banque et cette dernière vient de conclure un accord d'entreprise qui prévoit que le congé de paternité devra être divisé en deux fois deux semaines pleines dès le 1^{er} septembre 2022. M. F. objecte que cet accord atteint à ses droits puisque, dans la banque, il ne travaille que 5 jours par semaine.

Qu'en pensez-vous ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2022

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 08

Question théorique :

La hiérarchie des normes.

Question pratique :

La directive 2015/412 autorisant les États-membres à s'exclure de la culture de maïs génétiquement modifié, la France a pu bénéficier de cette exemption. Cette culture était ainsi interdite, mais une nouvelle directive, en date du 25 juin 2022 (imaginée pour l'exercice) prohibe les exclusions pour l'avenir. Le Parlement français, en réaction, vote le 29 juin 2022 une loi interdisant toute culture OGM. José B. décide cependant de cultiver du maïs OGM. Il est poursuivi.

Que peut-il invoquer en défense ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2022

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 09

Question théorique :

La notion de règlement dans l'ordre juridique français et dans celui de l'Union.

Question pratique :

La réforme du droit des contrats par l'ordonnance du 10 février 2016 n'apparaissant pas satisfaisante, le gouvernement décide d'amender de lui-même certains de ses principes fondamentaux. Pour accompagner cette réforme, il souhaite également amender le droit du travail, quant à la formation de ce contrat. Il projette, enfin, de supprimer les peines de prison attachées aux infractions du droit des sociétés. Aussitôt certains députés s'insurgent.

Cette indignation est-elle fondée en droit ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2022

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 10

Question théorique :

La notion de domicile.

Question pratique :

Karl G a acheté un ordinateur d'un prix de 800 euros dans le magasin de Nantes du réseau « MASH ». Après l'achat, l'ordinateur s'avère inutilisable et MASH invoque un démontage de l'appareil par Karl pour refuser de le rembourser. Il porte alors le litige devant le juge nantais mais MASH invoque une clause du contrat de vente qui stipule que les tribunaux compétents sont ceux de l'île de la Réunion où se trouve le siège social du réseau.

Karl vous demande quel est le tribunal compétent.

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2022

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 11

Question théorique :

L'autorité de la chose jugée.

Question pratique :

Mme P. loue une machine destinée à l'exploitation de sa société. À la suite d'un litige sur l'augmentation du prix de la location, non prévue au contrat, l'entreprise fournisseur a obtenu en première instance sa restitution. Amélie a interjeté appel mais, entretemps, l'entreprise a récupéré l'objet du litige alors qu'Amélie détient la preuve qu'elle continue à payer les mensualités. Au cas où elle perdrait en cause d'appel, elle voudrait prouver le paiement devant la Cour de cassation.

Qu'en pensez-vous ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2022

--

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 12

Question théorique :

La tutelle.

Question pratique :

Julia est âgée de 19 ans et souffre de troubles psychologiques depuis 2 ans. Alors qu'elle était mineure, elle a acheté, 200 euros, une fraction de *bitcoin* en utilisant la carte de crédit de sa mère. A sa majorité, elle a réalisé des dépenses inconsidérées, toujours en subtilisant la carte de crédit de sa mère. Aujourd'hui, cette dernière souhaite qu'elle fasse l'objet d'une mesure de protection et obtenir la restitution des biens achetés par sa fille, y compris la fraction de Bitcoin qui vaut pourtant, désormais, 1 700 euros.

Qu'en dit le droit positif ?

(NB : ne pas aborder le versant pénal de l'affaire)

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2022

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 13

Question théorique :

L'imprévision.

Question pratique :

Paul est le fils de M.J. et de Mme. E. qui ont divorcé il y a 2 ans. Initialement, Paul, âgé de 9 ans, vivait chez sa mère et M.J. versait une pension alimentaire, fixée conventionnellement à 450 euros mensuels et stipulée « pour la subsistance et l'éducation de son fils ». Or, Paul est revenu vivre chez son père il y a 4 mois et M.J. a cessé de verser la pension alimentaire. Mme E., toutefois, veut réclamer l'exécution de la convention.

Qu'en pensez-vous ?

(NB : n'aborder que le versant contractuel de l'affaire)

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2022

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 14

Question théorique :

Le devoir d'information en droit commun des contrats.

Question pratique :

Mme J. a acheté 5 000 euros une toile à son ancien professeur des beaux-arts, attribuée « potentiellement » à Eugène Boudin, père des impressionnistes, sans que cette authenticité n'ait jamais pu être confirmée. La faible somme atteste de cette incertitude d'attribution qui dure depuis 100 ans. Mme J. découvre toutefois que, quelques semaines avant la vente, son professeur avait sollicité un expert pour authentifier l'œuvre et que ledit expert avait conclu qu'elle n'avait pas été peinte par Eugène Boudin.

Mme J. souhaite rendre le tableau et se voir restituer l'argent, est-ce juridiquement envisageable ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2022

--

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 15

Question théorique :

L'obligation naturelle.

Question pratique :

Jessica, qui vient de jouer à « l'Euromillion » et qui dîne le soir même chez deux amies, leur déclare que si elle perçoit le gros lot elle leur donnera à chacune 1000 euros. Le lendemain, elle s'avère être titulaire du « *jackpot* ». Lorsqu'elles apprennent la nouvelle, les amies décident de se rendre toutes deux chez la gagnante. De mauvaise grâce, Jessica s'engage verbalement à les régler dès qu'elle aura reçu les fonds. 9 mois après, rien n'ayant été versé, les deux amies sollicitent une avocate afin qu'elle enjoigne Jessica à s'exécuter.

Peut-elle être contrainte à le faire ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2022

--

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 16

Question théorique :

La mauvaise exécution du contrat.

Question pratique :

Lysiane T. a entrepris la réfection de sa salle de bain et a fait appel à un décorateur qui lui a proposé un projet qu'elle a trouvé ravissant. Le chantier a été sous-traité à M. P qui, atteint du Covid, n'a pu terminer les travaux qu'avec 2 mois de retard. Lysiane, partie entretemps en vacances, découvre, en rentrant chez elle, que rien n'est conforme à ses attentes : les teintes des murs et des sanitaires, selon elle, ne s'accordent pas, en dépit de l'absence de malfaçons. Elle envisage de poursuivre le décorateur et M. P.

Pensez-vous que cela soit envisageable ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2022

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 18

Question théorique :

Qu'est-ce qu'une ordonnance au sens de l'article 38 de la Constitution et quelle est sa place dans la hiérarchie des normes ?

Question pratique :

L'Union européenne a récemment adopté une directive qui renforce la protection des droits des consommateurs effectuant des achats en ligne. En date du 16 mars 2020, cette directive devait être transposée en droit français avant le 17 mars 2022. Compte tenu des élections, aucune loi de transposition n'a été votée. Pour ne pas transposer trop tardivement, le gouvernement envisage de recourir à une ordonnance pour cette transposition.

Est-ce conforme au droit de l'Union européenne et à la Constitution française ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2022

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 19

Question théorique :

La preuve par écrit électronique.

Question pratique :

Thomas a acquis un maillot de rugby ayant appartenu à un joueur britannique d'exception. La transaction a été payée en « cryptomonnaie » et Thomas a reçu un jeton non fongible attestant de sa propriété. Le maillot sert aujourd'hui de support à une campagne de publicité et l'agence conteste le droit de propriété de Thomas. Celui-ci est certain de son droit puisqu'il a une preuve « blockchain » qui est absolument sûre.

Quelle est la valeur de cette preuve devant le juge français ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2022

--

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 20

Question théorique :

Quels sont les caractères du droit d'usage et d'habitation ?

Question pratique :

Jean a 87 ans. Veuf, il a désormais une nouvelle compagne avec laquelle il partage sa maison. Elle est âgée de 78 ans seulement et n'a pas d'autre endroit où vivre. Jean aimerait que sa compagne puisse rester dans sa maison même après son décès sans que ses enfants soient privés de leur héritage.

Peut-il louer la maison à sa compagne, lui concéder un droit d'usufruit ou un droit d'usage et d'habitation ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2022

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 21

Question théorique :

Quelles sont les conditions exigées en droit pour changer de prénom ?

Question pratique :

Hortensia a 19 ans. Elle n'en peut plus d'être moquée sans cesse et d'être surnommée « en fleur ». Le plus souvent, elle se présente sous le prénom : Hortense. Elle veut désormais qu'il devienne son prénom officiel. Ses parents s'y opposent car ils ne comprennent pas quel problème pose son actuel prénom d'une part et que d'autre part lui donner ce prénom était la condition d'une donation que leur avait consentie la tante de la mère d'Hortensia.

Qu'en pensez-vous ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2022

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 22

Question théorique :

Qu'est-ce qu'une enclave ?

Question pratique :

Depuis le confinement Sophie et Éric cherchent une maison à la mer. Mais aucun bien n'est disponible dans leur budget. Un ami d'Éric a acheté il y a 5 ans une maison avec un grand terrain. Il a besoin d'argent et est prêt à leur céder la moitié du terrain, au fond du jardin. Il devait se montrer très généreux sur le droit de passage, avait-il promis. A 3 jours de la signature de l'acte de vente chez le notaire, l'ami d'Éric souhaite s'en tenir aux conditions légales de ce droit de passage. C'est d'ailleurs ce qui est prévu dans la promesse de vente.

Sophie et Éric pourront-ils accéder à leur bien en usant de leur camping-car ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2022

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 23

Question théorique :

Expliquez en quoi consiste le contenu licite et certain du contrat au sens de l'article 1128 du code civil.

Question pratique :

Pour la Fête des mères, Alex a acheté à sa mère un cadeau très original : une petite étoile d'une lointaine galaxie. Sa mère doute de la validité de cet achat. Alex a versé la somme convenue et reçu un titre de propriété au nom de sa mère. Finalement, il aimerait bien se faire rembourser.

Qu'en pensez-vous ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2022

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 24

Question théorique :

Selon l'article 1171 du Code civil, « Dans un contrat d'adhésion, toute clause qui crée un déséquilibre significatif entre les droits et obligations des parties au contrat est réputée non écrite. L'appréciation du déséquilibre significatif ne porte ni sur l'objet principal du contrat ni sur l'adéquation du prix à la prestation. ».

Quel est l'apport de ce texte issu de la réforme du droit des contrats ?

Question pratique :

Antoine a loué, via une plateforme numérique, un logement pour quelques jours à Marseille où il effectuait un déplacement professionnel. Dans les conditions d'utilisation de la plateforme, il est indiqué que le locataire doit se présenter avant 18h30 faute de quoi le bien est remis en location sans qu'aucun remboursement ne soit dû. Antoine n'est arrivé qu'à 18h40 car il a été victime d'un retard de train dont il avait prévenu le propriétaire mais pas la plateforme car il n'avait pas de connexion internet et il ne connaissait pas le numéro de téléphone de contact. Il trouve abusif le comportement de cette plateforme. Son employeur est prêt à appuyer sa réclamation.

Qu'en pensez-vous ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2022

--

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 25

Question théorique :

Expliquez les notions de stipulation pour autrui et de promesse de porte-fort.

Question pratique :

Mathilde doit poursuivre ses études à Nice. Sa camarade de prépa, Alice, est d'accord pour être sa colocataire. Mathilde a trouvé un appartement très sympa mais plus cher que prévu. Elle a promis au propriétaire de le louer avec Alice mais cette dernière n'est pas d'accord, trouvant le prix excessif.

Mathilde est-elle engagée envers le propriétaire ?

Alice peut-elle changer impunément d'avis ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2022

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 27

Question théorique :

Quelles sont les règles de capacité applicables à la formation d'un contrat ?

Question pratique :

Hubert est âgé de 87 ans et vit depuis 2 ans dans un EHPAD. Il ne pourra jamais rentrer dans sa maison. Son fils, Jean-Christophe, a décidé de la vendre. Il a pris cette décision car depuis plusieurs mois son père souffre de troubles cognitifs. L'agence immobilière à laquelle il s'est adressé lui a demandé de faire signer le mandat de mise en vente par son père. Ce dernier ne peut pas le faire car il souffre de tremblements qui l'en empêche mais il n'a jamais manifesté la moindre opposition à cette vente.

Que peut faire Hubert ?

Doit-il solliciter sa sœur ?